

**MICHEL SARRA-BOURNET, *Louis Bernard (entretiens avec)*,
Montréal, Boréal, 2015, 302 pages**

Daniel Gomez

Volume 10, numéro 1, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79419ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gomez, D. (2015). Compte rendu de [MICHEL SARRA-BOURNET, *Louis Bernard (entretiens avec)*, Montréal, Boréal, 2015, 302 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(1), 8-8.

TEMPS DURS

suite de la page 7

Et, oui, les lucioles et les belles tasses anglaises de sa grand-mère aussi. Ces tasses et le reste, je les prends volontiers dans un poème, pour que l'expérience de celle ou celui qui a ressenti ces choses me devienne accessible, pour la beauté des vers, pour sortir de moi de temps en temps. J'ai eu besoin des mots des autres pour apprendre à parler, et pour vivre j'ai besoin que Baudelaire me dise son amour

MICHEL SARRA-BOURNET
LOUIS BERNARD (ENTRETIENS AVEC)
 Montréal, Boréal, 2015, 302 pages

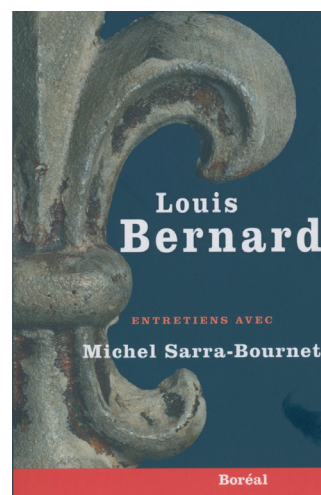
« Il vaut mieux faire reculer la misère que chercher à créer le paradis sur terre » (Louis Bernard p. 25)

Jusqu'en 2015, Louis Bernard n'était pas réellement un homme public, mais plutôt un homme de l'ombre, un haut fonctionnaire ou encore une éminence grise diraient certains. C'est à l'occasion de la course à la direction du Parti québécois que son nom est devenu plus familier à la population du Québec. Et pourtant, depuis les années 1960 il a été un acteur incontournable de la trame sociopolitique québécoise. À partir de son entrée dans la fonction publique, en 1965, comme conseiller juridique au ministère des Relations fédérales-provinciales, il a participé à la plupart des grands dossiers qui ont jalonné la démarche du Québec jusqu'à aujourd'hui. En 2005, comme pour clôturer le tout, il a été candidat à la direction du Parti québécois. Ceux et celles que cette période charnière de l'histoire du Québec intéresse dévoreront cet essai dans lequel Michel Sarra-Bournet et Louis Bernard survolent différents thèmes : la Révolution tranquille, le parlementarisme québécois, la question constitutionnelle, celle de la langue, les gouvernements Lévesque et Parizeau, les accords du Lac Meech, la question autochtone et bien d'autres choses encore. Bernard parle également de « ses premiers ministres » et de son incursion en politique partisane. Bref, c'est du « consistant ».

L'ex-haut fonctionnaire nous confie d'emblée que la « pierre d'assise » de sa pensée politique est contenue dans l'ouvrage du philosophe Karl Popper : *La société ouverte et ses ennemis*. Comme ce dernier, il est partisan de la stratégie des « petits pas par petits pas » en ce qui concerne les réformes sociales. Il croit également qu'un gouvernement doit d'abord combattre le mal et chercher à corriger les erreurs, plutôt que de promettre le paradis. Enfin, il ne croit pas au « sauveur » providentiel, mais davantage au travail sur les institutions pour faire progresser une société. On aura deviné que l'homme n'est pas un radical, mais plutôt un réformiste doublé d'un évolutionniste. Pourtant, quand il nous parle de la nature de la Révolution tranquille, il n'hésite pas à affirmer que c'était une « vraie révolution », « une rupture avec le passé ». Or, des thèses plus actuelles soutiennent que la Révolution tranquille fut l'aboutissement d'un processus, d'une évolution, qui murissait dans les entrailles du gouvernement Duplessis depuis la fin de la guerre. Dans le même ordre d'idée, il soutient que les Québécois ont plutôt un « esprit révolutionnaire », qu'ils sont adeptes du « tout ou rien depuis la Révolution tranquille » (p. 38). Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'évolution de la question nationale durant ces quarante dernières années ne valide pas tellement ses intuitions.

Des faiblesses aussi en ce qui concerne son opinion sur le multiculturalisme : il n'hésite pas à déclarer que « la grande majorité des Québécois, et en particulier des Québécois francophones, n'a jamais accordé d'importance au multiculturalisme » (p. 79). On peut facilement être en désaccord avec lui et soutenir qu'au contraire, le multiculturalisme canadien marque profondément la conscience collective québécoise. Il cultive également un optimisme serein lorsqu'il s'agit de la situation de la langue française au Québec et il pense même que l'essentiel a été gagné ; l'arrivée annuelle constante d'une cinquantaine de milliers d'immigrants ne semble pas l'inquiéter. Il surprend un peu quand il déclare que René Lévesque a été favorable, dès le départ, à la loi 101. Or les plus vieux se souviendront peut-être qu'à l'origine Lévesque était loin d'être un chaud partisan de la Charte de la langue française telle que proposée par Camille Laurin. Le livre de Sarra-Bournet consacre dix pages au gouvernement Parizeau et au référendum de 1995. Toute la mécanique

pour les petites vieilles, qu'Anne Hébert me raconte ses beaux os, que Michel Beaulieu me parle de ses blondes, que Geneviève Desrosiers m'assure qu'on peut fourrer la mort. Avec leurs mots la vie s'enrichit et devient effectivement un peu plus habitable. ❖



entourant cet évènement y est très bien décrite. Bernard avoue, entre autres, ignorer complètement la cause du faible appui à l'option de la part de la région de Québec. J'aurais aimé qu'il soit plus disert concernant l'impact de l'entrée de Lucien Bouchard sur la campagne référendaire, et surtout qu'il nous parle davantage de la sortie de Jacques Parizeau relative au vote ethnique, et des effets catastrophiques qu'elle a pu avoir sur le mouvement indépendantiste.

Bernard nous parle aussi des autochtones et, même si le sujet peut être très controversé, il me semble qu'il tombe là dans une certaine rectitude politique, ou encore dans le complexe du *Sanglot de l'homme blanc* cher à Pascal Bruckner. Il nous déclare par exemple que : « les autochtones sont plus proches de la nature, de l'environnement, du respect de la terre » (p. 170). Il ajoute qu'« après avoir détruit leur environnement [...] nous avons développé à leur endroit une attitude de charité et que, peu à peu, nous les avons mis en tutelle » (p. 163). Il est partisan de droits différenciés pour les autochtones et déplore les relents de racisme chez les Québécois : « Ce racisme vient hélas du fait que nous avons infantilisé les autochtones en les privant du pouvoir de se développer, de se gouverner en les traitant comme des mineurs » (p. 169). À mon avis, il manque peut-être de nuance et pêche par un excès de manichéisme.

La gouvernance de l'État constitue la partie la plus « charnue » des réflexions de l'ex-haut fonctionnaire. Ceux qui s'intéressent à la « mécanique » gouvernementale la liront avec avidité, surtout ses réflexions sur le problème actuel des finances de l'État. Ceux qui, comme moi, sont plutôt attachés aux dimensions politiques et stratégiques dévoreront le chapitre traitant de son incursion sur la scène de la politique active. Bernard soulève très bien le dilemme devant lequel s'est placé le Parti québécois en 1974, quand il a choisi la stratégie « étapist » : « à mon sens, le Parti québécois devrait redevenir un parti souverainiste, point à la ligne, ni de gauche ni de droite. Dans son programme, il devrait n'avoir qu'un seul chapitre : celui de la souveraineté. Le projet de société qu'il propose, c'est le Québec souverain » (p. 263). Dans l'esprit de Louis Bernard, il ne fait pas de doute que c'est le Parti québécois qui doit faire l'indépendance, et pour cela il faut attendre que le Québec soit « mûr ». D'ici là, le parti ne doit s'occuper que de souveraineté et être élu là-dessus. Le ex-haut fonctionnaire est un farouche partisan du référendum, qui devrait se tenir dans un court laps de temps suivant une victoire électorale. Là, il me laisse un peu perplexe, car enfin, si les augures prédisent que les Québécois ne sont pas « mûrs » pour l'indépendance, et que dans le programme du PQ on ne parle que d'indépendance, avec quelle proposition de gouvernance provinciale ce parti peut-il se présenter à la prochaine élection ? C'est dommage que Sarra-Bournet ne lui ait pas posé la question !

Daniel Gomez
 Chef de pupitre, essais politiques